



Feuille de route sur les itinéraires estivaux de mobilité de loisirs

But

Le présent papier doit prévenir les malentendus et resituer la position de Valrando. Dans le même temps, il sert de memento aux collaborateurs de Valrando pour leur travail en rapport avec les itinéraires.

Position de Valrando

Législation en vigueur

Valrando est d'avis que la législation en vigueur, nommément

- la loi fédérale sur la circulation routière (article 43)
- la loi sur les itinéraires de mobilité de loisirs
- l'ordonnance valaisanne sur les forêts et les dangers naturels (article 17)

suffit pour s'occuper des intérêts à la fois des bikers et des randonneurs tout en tenant compte des autres intérêts en présence (faune, flore, dangers naturels, routes, etc.) dans notre canton.

La législation empêche des réactions exagérées en relation avec les nouvelles tendances et contribue dans les mêmes proportions à la qualité des itinéraires de chemins pédestres, de voies cyclables et de pistes pour VTT.

Une application conséquente de la législation par les instances responsables est capitale.

Proportionnalité

Les itinéraires de chemins pédestres, de voies cyclables et de pistes pour VTT ont dans notre canton une fonction importante pour l'essor de la mobilité douce. La part des différents groupes d'utilisateurs doit être prise en compte au niveau cantonal dans le développement des réseaux. Une réévaluation doit avoir lieu périodiquement, par exemple tous les 5 ans.

Qualité avant quantité

Chacune des trois formes de mobilité susmentionnées doit disposer d'un réseau propre de grande valeur qualitative.

L'implantation d'une nouvelle forme de mobilité doit se faire uniquement si la stratégie est justifiée (ne pas avoir de tout partout) et si l'engagement porte sur les itinéraires mais aussi sur tout ce qui s'articule autour (hébergement, lieux de services, magasins de sport spécialisés, etc.).

La mise en place d'un nouveau réseau ne doit pas se faire au détriment de la qualité des réseaux existants. Au contraire, c'est l'occasion de s'assurer de la qualité de ce qui est déjà en place. Cela peut amener à éliminer d'un réseau existant les tracés moins fréquentés ou mal entretenus, au profit peut-être de la nouvelle forme de mobilité souhaitée.

Cohabitation randonnée pédestre - VTT

Les croisements et les superpositions d'itinéraires de chemins pédestres et de pistes pour VTT doivent être évités. Moins les réseaux présenteront entre eux des points de contact et des chevauchements, et meilleure sera leur qualité. Pour les cas où des croisements et des usages mixtes ne peuvent être évités, les fréquentations et la visibilité jouent un rôle primordial lors de l'appréciation, qui doit systématiquement se faire au cas par cas. Dans les cas où le potentiel de conflit est grand, l'on devra chercher à séparer sur le terrain les deux tracés ou à abandonner un tracé.

Dans les endroits où un réseau VTT est constitué, il faudra empêcher que les chemins pédestres soient utilisés par les bikers et inversement que les pistes pour VTT soient utilisées par les randonneurs. Cela peut se faire par l'information et /ou par la mise en place d'une signalisation et d'obstacles appropriés.

Chemins sensibles

Les bisses font partie des USP (unique selling point) de notre canton et sont un aimant pour la randonnée pédestre. Valrando s'emploie à ce que cela demeure et à ce que les bisses qui ont une valeur patrimoniale ne fassent pas partie des réseaux VTT et soient assortis d'une interdiction générale de circuler là où cela est nécessaire.

Il en va de même pour les chemins historiques avec substance comme par exemple le chemin Stockalper et pour les chemins pédestres fortement fréquentés.

Responsabilité des communes

Vis-à-vis des communes, Valrando communique clairement que les pistes pour VTT nécessitent par endroits une meilleure assise et un entretien plus conséquent et plus intensif. Il ne suffit pas d'homologuer et de baliser un réseau VTT.

Les communes qui éprouvent déjà de la peine à entretenir les chemins pédestres devront garder à l'esprit les conséquences financières d'un réseau VTT ou d'installations VTT.

Les communes doivent veiller à homologuer les itinéraires sauvages existants ou à les débaliser.

Responsabilité de SuisseMobile

Les itinéraires que SuisseMobile commercialise doivent refléter la qualité de nos réseaux de mobilité de loisirs. De notre point de vue, cela n'est pas le cas actuellement pour les offres locales, qui dépendent avant tout de l'arbitraire et du pouvoir d'achat des destinations.

Ici aussi la qualité doit être privilégiée par rapport à la quantité. Il aurait lieu d'examiner à nouveau le concept global respectivement les itinéraires selon leur qualité et selon qu'ils conviennent ou pas.

Domaine d'activités de Valrando

Vis-à-vis des communes

Dans le cadre du mandat de prestations avec l'Etat du Valais, nous soutenons et conseillons les communes et les offices de tourisme en ce qui concerne les itinéraires de mobilité de loisirs. Nous sommes à disposition pour l'homologation et l'adaptation des itinéraires. Par contre, nous ne sommes pas compétents pour les projets de construction et conseillons alors aux communes de prendre contact avec des bureaux d'ingénieurs qualifiés.

Une de nos compétences clefs consiste aussi en la planification du balisage des itinéraires de mobilité de loisirs. Pour les nouvelles planifications du balisage, nous travaillons sur mandats. Lors de modifications du réseau, nous adaptons gratuitement pour les communes le concept complexe de balisage. Si à la place de cela nous laissons les communes livrées à elles-mêmes, cela aurait pour conséquence une forte perte de qualité au niveau du balisage.

Vis-à-vis des bureaux privés

Valrando est à disposition des bureaux privés pour leur donner volontiers son soutien-conseils, mais à certaines conditions. Dans tous les cas, il convient de veiller à ce que les bureaux privés ne commercialisent pas auprès des collectivités publiques des prestations dont les sources sont largement fournies par Valrando.